



## DU COUP D'ÉTAT CONSTITUTIONNEL AU COUP D'ÉTAT MILITAIRE DANS *LES GARDIENS DU TEMPLE* DE CHEIKH HAMIDOU KANE

*From constitutional coup to military coup in Cheikh Hamidou Kane's Les Gardiens du temple*

ASSANE NDIAYE

Université Gaston BERGER, Sénégal

Email : [assane.ndiaye@ugb.edu.sn](mailto:assane.ndiaye@ugb.edu.sn)

iD ORCID : <https://orcid.org/0009-0007-0180-9871>

### RÉSUMÉ

En s'intéressant aux *Gardiens du temple* de Cheikh Hamidou Kane, les études ont plus cherché à mettre en relief la portée culturelle de l'ouvrage. Pourtant, ce deuxième et dernier roman l'auteur sénégalais est aussi politique puisque deux coups d'État (constitutionnel et militaire) marquent le récit. Si le premier révolte le peuple, le second a l'air de le rassurer. L'objet de cette réflexion est d'analyser les effets des prises de décisions politiques. À cet effet, nous comptons nous appuyer sur la sociocritique et l'analyse stylistique. Ce travail révèle que les mauvais choix politiques entraînent toujours des troubles sur tous les plans, provoquant ainsi un chaos irréversible.

**MOTS-CLÉ:** Coup d'État ; Manifestations ; Politique ; Président ; Peuple.

### ABSTRACT

Studies of Cheikh Hamidou Kane's *Les Gardiens du temple* have focused more on the work's cultural significance. Yet this second and final novel by the Senegalese author is also political, with two coups d'état (constitutional and military) marking the narrative. While the first revolts the people, the second seems to reassure them. Our aim is to analyze the effects of political decisions. To this end, we intend to draw on sociocriticism and stylistic analysis. This work reveals that bad political choices always lead to unrest on all fronts, causing irreversible chaos.

**KEYWORDS:** Coup d'état; Demonstrations; Politics; President; People.

### Introduction

Le coup d'État, que Foucault définit comme une « mise en congé des lois et de la légalité » (Foucault, 2004, p. 267), qu'il soit constitutionnel ou militaire, est toujours justifié par ses auteurs. Pour ces derniers, c'est l'occasion de rétablir un ordre

politique bafoué par une institution de la République (l'exécutif ou le législatif). Apprécié ou rejeté par l'opinion, le coup d'État reste un phénomène inquiétant.

Cette pratique, devenue une sorte de culture<sup>7</sup> en Afrique, n'a pas manqué de pousser plusieurs chercheurs à lui consacrer des études, dans les domaines de la sociologie (Kounouho, 2023), des sciences politiques (Coulibaly, 2013), de l'histoire (Amon, 2012), de la littérature (Kouassi, 2015), entre autres. Toutefois, ces études analysent, le plus souvent, la prise de pouvoir par les militaires. L'accent est rarement mis sur le coup d'État constitutionnel. Par coup d'État constitutionnel, nous entendons le fait que l'exécutif, ou le Parlement, torpille la constitution en vue d'accorder plus de pouvoirs au chef de l'État. C'est le cas dans le roman *Les Gardiens du temple* (1995) de l'écrivain sénégalais Cheikh Hamidou Kane.

Parue plus de trente-quatre ans après son célèbre roman, *L'Aventure ambiguë* (Kane, 1961), cette œuvre romanesque, bien ancrée dans l'histoire et la société de son époque, s'inspire beaucoup de la crise<sup>8</sup> institutionnelle de 1962, opposant le Président Léopold Sédar Senghor à Mamadou Dia (chef du gouvernement). Ancien ministre et politicien aguerri, Cheikh Hamidou Kane fait de son ouvrage un prétexte pour exposer le chaos qui bouleverse les pays africains, pseudo-indépendants et pseudo-démocratiques, en raison d'institutions politiques fragiles. À notre connaissance, il n'y a pas encore d'étude consacrée au coup d'État dans *Les Gardiens du temple*. Nous nous proposons alors de réaliser cette tâche. Pour y arriver, il reviendra à se pencher sur la problématique qui suit : Quels sont les prétextes des « putschistes » pour légitimer leur coup de force ? Comment parviennent-ils à manipuler tout et tous ? Dans quel sens l'engagement citoyen permet-il d'espérer un retour à l'ordre constitutionnel ? En répondant à ces questions, nous désirons montrer que lorsque le coup d'État constitutionnel perturbe la stabilité sociale, le coup d'État militaire est un élément réparateur destiné restaurer l'ordre. Par une approche sociocritique et une analyse stylistique, nous chercherons à décrypter le coup d'État constitutionnel dans le roman de notre corpus. Reposant sur une structure triptyque, le travail s'intéressera d'abord aux réalisations du vice-président. Ensuite, l'accent sera mis sur les manigances des adversaires du chef du gouvernement. Enfin, l'étude s'attachera à montrer comment l'ordre est restauré.

## 1. Un contexte socio-économique prospère

L'indépendance acquise, la nouvelle équipe dirigeante reste consciente des sérieuses tâches qui l'attendent. L'une des premières est de développer le pays. Sachant que « la dégradation ancienne, de même que le retrait en cours des coffrages

---

<sup>7</sup> Dans une réflexion intitulée « En Afrique, des coups d'État, signes de l'épuisement prématuré de la démocratie importée », Pierre Jacquemot renseigne que, de 1952 à 2023, il y a eu 289 tentatives de coup d'État en Afrique (2023, pp. 2-17).

<sup>8</sup> En 1962, un différend oppose le président de la République Léopold Sédar Senghor et le président du Conseil Mamadou Dia. En fait, depuis leur profond désaccord relatif au Référendum de 1958, les deux hommes ne s'entendaient plus. La crise s'envenime et sous l'onction du président Senghor, une motion de censure contre le gouvernement est déposée et le 17 décembre 1962 Mamadou Dia est destitué.

de l'édifice colonial laisseraient le chaos » (Kane, 1995, p. 61), l'élite indigène au pouvoir travaille à assurer la transition. Aussi les leaders invitent-ils leurs concitoyens à faire des efforts pour les accompagner. Ainsi, Tarman Dankaro, vice-président du Conseil, ayant en charge la politique interne de son pays, tient à les mettre en contribution. Réputé pour son sérieux, il réussit à mettre en place des politiques de restructuration sociale et de développement économique.

### 1.1. Le projet de restructuration sociale

Pour Tarman Dankaro, son pays a besoin de personnes déterminées afin de pouvoir faire face aux défis de renouveau social. En effet, le vice-président compte bâtir une nation forte et cela passe nécessairement par la formation de citoyens conscients et forts. Afin d'y parvenir, il décide de gérer la société avec rigueur et fermeté. En ce sens, les déclarations suivantes sont illustratives :

— ...Non, je veux seulement rougir ces hommes sous leur peau noire. Ce que je fouetterai, c'est leur vanité et, pourvu qu'ils obéissent [...].

— [...]

— Ma gloire, comme tu dis, ne peut s'accommoder de ces Nègres pourrissant debout dans la pénombre. Mais tu as raison, il y a en effet de la passion dans mon attitude. Il est bien vrai que j'ai une folle envie de leur fiche [sic] sur la gueule, à ces Nègres stupides (Kane, 1995, pp. 70-71).

Cette manière de vouloir gérer la société contraste avec l'attente générale du moment car elle donne l'impression que Dankaro perpétue les récentes pratiques contraignantes de la colonisation. C'est pourquoi sa politique de restructuration sociale est mal accueillie. À en croire Cheikh Hamidou Kane, pour le peuple devenu libre, il n'est pas question de vivre sous la contrainte. Les Sessene, par exemple, chez qui a commencé l'expérimentation de cette nouvelle politique, rejettent l'idéalisme social du chef du gouvernement. Le romancier sénégalais se désole de constater que le vœu de changement de Dankaro s'oppose au souhait de ses camarades de maintenir leur pays dans le gouffre. Le vice-président du Conseil connaît bien de nombreux obstacles qui peuvent freiner son projet social. Il admet bien les limites à franchir pour le mettre en œuvre lorsqu'il déclare : « Ma foi nouvelle, mon nouveau sens de la justice, mon nouveau sens du respect humain, mon nouveau sens de l'hygiène sont incommodés par ces cadavres d'hommes pourrissant debout » (Kane, 1995, p. 73).

Conscient des efforts herculéens que les pays anciennement colonisés, dont le sien, doivent faire pour se développer, Dankaro bâtit sa vision de restructuration sociale sur deux piliers essentiels : des hommes forts et des institutions fortes. Il sait qu'un renouveau s'impose et il passera par l'éducation à la citoyenneté. Cela permettra aux citoyens de connaître leurs devoirs et droits. De cette manière, ils seront assez outillés pour se défendre et défendre les institutions de la République. Pour le chef du gouvernement, il faudra de la rigueur pour amener le peuple à

adopter cet idéalisme social, une philosophie<sup>9</sup> qui rappelle celle de la personnalité historique qui aurait inspiré le romancier : Mamadou Dia. Pour Cheikh Hamidou Kane, aucune politique de développement ne peut être efficace sans un peuple prêt à se sacrifier pour le projet.

## 1.2. La politique de développement

Tarman Dankaro ambitionne de développer son pays. Son modèle de développement économique repose, en grande partie, sur l'agriculture. En fait, convaincu des potentialités du sous-sol de son territoire, il encourage Salif Bâ à accompagner les paysans pour parvenir à une autosuffisance alimentaire. Cet ingénieur agronome, pour atteindre les objectifs qui lui sont fixés, initie l'EPI (Expérience Pilote Intégrée). La visée de ce programme est déclinée en ces termes :

[...] Il s'agissait, somme toute, d'opérer un retour à soi du pays, dans l'esprit des hommes et dans leur activité [...]. Cette pratique du travail collectif au bénéfice des voisins ou de la communauté, qui elle aussi appartenait à une tradition ancienne, avait été quelque peu dévoyée de son sens par la colonisation qui l'avait transformée en travail forcé. Il importait de la remettre à l'honneur, et de l'organiser avec discernement et mesure. (Kane, 1995, pp. 112-113)

Persuadé que « l'aide au développement ne serait, elle-même, qu'une astuce commerciale permettant aux firmes internationales de multiplier leurs profits » (Courade, 2006, p. 18), Tarman Dankaro mise sur l'économie participative. Il cherche à rompre avec la politique agricole imposée par l'ancienne puissance, comme le suggère ici le parallélisme « travail collectif/travail forcé », pour ressusciter une tradition agricole reposant sur l'entraide communautaire. L'esprit de cette initiative consiste à faire tous les champs du village en groupe (du défrichage à la récolte) et privilégier les cultures vivrières. Cette stratégie efficace assure à la communauté d'abondantes récoltes.

Ce projet donne des résultats prometteurs et Tarman Dankaro compte tester la même expérience sur d'autres régions du pays vu que la localité qui a servi de test, Kôlé, s'épanouit puisque « les récoltes des Sessène furent fastueuses quand s'acheva la deuxième année d'application de l'EPI. Les greniers comme les usines firent leur plein [...] » (Kane, 1995, p. 127). Ces efforts font naître une nouvelle dynamique dans le monde rural et un nouvel espoir dans le pays. Malheureusement, la réussite de ce projet ne plaît pas aux affairistes. Ces derniers ne peuvent plus profiter du dénuement des paysans. Avec ce nouveau programme, ceux-ci sont sensibilisés et ne cèdent plus leurs terres à des affairistes, ne troquent plus leurs récoltes. Dès lors, cette situation

---

<sup>9</sup> Dans leur article consacré à cet ancien président du Conseil au Sénégal (1957-1962), les auteurs rappellent une philosophie de Mamadou Dia : « Si vous faites l'âne, je recours aux bâtons » (Dramé et Niang, 2019, p. 127).

nuit aux affaires de « trois allégeances dominantes : la confrérie religieuse, le parti politique et le comptoir commercial » (Kane, 1995, p. 113).

Les grands succès de la politique économique mise en œuvre par le vice-président du Conseil fâchent des opportunistes. Ces derniers, sachant que la relégation au second plan de la culture arachidière, au profit de la culture vivrière, va permettre aux paysans d'être autonomes, s'activent à nuire aux plans de Dankaro. Leur objectif mercantile est de pouvoir continuer d'exploiter les terres et leurs propriétaires. C'est ainsi que marabouts, politiciens et investisseurs économiques se liguent pour diaboliser le chef du gouvernement car il gêne. Analysant d'ailleurs le plan de développement lancé par Tarman Dankaro, Jacques Chevrier indique qu'il ne « lui vaut évidemment pas que des amis, notamment dans les rangs des nantis et des affairistes comme des politiciens véreux » (Chevrier, 1996, p. 43). Pour ces lobbys, Dankaro est un homme à abattre. Il faut le déchoir, dans l'intérêt de tous les accapareurs des deniers publics : telle est la mission de ses adversaires.

La rigueur avec laquelle Dankaro entend réorganiser sa société et la pertinence de son projet économique lui créent des problèmes. Sa contestation est orchestrée au sein de son parti.

## **2. Les machinations des ennemis du peuple**

Le poste de vice-président du Conseil fait de Tarman Dankaro l'homme fort du pays. En réalité, devant conduire la politique interne du pays, il est un homme proche du peuple. Cette position lui accorde une large audience qui rebute ses adversaires, partisans du Président Laskol. Considérant que Tarman occupe de plus en plus l'espace politique, ces derniers envisagent de le renverser. En élaborant un plan funeste, puisque le pouvoir ne se partage pas, ils décident de le dénigrer avant de le destituer.

### **2.1. La campagne de dénigrement**

Chargé de développer son territoire, Dankoro met en œuvre plusieurs projets prometteurs. De ce fait, conscient du poids de l'économie pour un développement intégral, il encourage Salif Bâ à expérimenter sa politique agricole dénommée EPI. L'idée ambitieuse portant ses fruits fait des heureux (les villageois) et des jaloux (des dignitaires du pouvoir). Les politiciens affairistes ne trouvent plus leurs comptes dans la politique économique portée par le chef du gouvernement, les marabouts estiment que leurs intérêts fonciers sont menacés mais les paysans sont satisfaits. En réalité, le plan Dankaro qui vise à assurer « la survie, puis le salut du peuple » (Kane, 1995, p. 169) rend aux agriculteurs leur dignité. Cela provoque la colère des hommes d'affaires véreux. Ces derniers, composés, en grande partie, de camarades de parti de Dankaro, mènent la campagne de dénigrement. Pour y arriver, ils s'attaquent à sa politique de deux manières.

D'une part, profitant de la mauvaise audience que certains citoyens réservent à la politique de restructuration sociale de Dankaro, les adversaires du vice-président

sabordent la cohésion communautaire. En fait, Serigne Thiané, un de ses camarades de parti, sabote l'entente cordiale des Sessène que Tamaro Dankoro avait, avec difficulté, réussie à obtenir : l'enterrement des griots<sup>10</sup>. En raison des manigances de Serigne, cet accord est réfuté par une partie des Sessène, parrainée par des politiciens. Elle s'oppose d'ailleurs à l'enterrement d'un griot et crée un malaise : « Il s'en suivit une échauffourée que les gardes territoriaux réprimèrent sans faire de détail. Un traitement humiliant, par flagellation, fut infligé à des gens appartenant aux deux groupes antagonistes » (Kane, 1995, p. 134).

Pour mieux discréditer la politique sociale défendue par Tarman Dankaro, ses rivaux déstabilisent le vivre-ensemble des Sessène en les montant les uns contre les autres. Profitant d'un précaire accord qui devait permettre d'enterrer les griots, les adversaires du vice-président réussissent à anéantir les efforts qu'il a fournis en créant une crise sociale. Comme un symbole, la flagellation infligée aux deux groupes témoigne du désir des politiciens véreux d'humilier le chef du gouvernement. Une telle tâche, encouragée par l'obsession de Tarman Dankaro d'«imposer à ses compatriotes l'absolue rigueur morale qui est la sienne » (Monjib, 2005, p. 41), est exécutée sans état d'âme.

D'autre part, ceux qui désirent dénigrer Dankaro s'attaquent à sa politique économique. En fait, jaloux des résultats encourageants de celle-ci, ils cherchent à convaincre une partie de la population que sa mise en œuvre par le vice-président du Conseil les prive de beaucoup de retombées financières. Par conséquent, les paysans doivent la rejeter et continuer de concéder l'autorisation d'exploiter les gisements d'attapulгите enfouis dans leurs terres à une société d'exploitation, moyennant redevance. Désirant préserver leurs profits, « les paysans sessène et la SECA<sup>11</sup> étaient fondés à requérir de l'autorité publique qu'elle protège leurs droits pratiquement confisqués par la nouvelle politique » (Kane, 1995, p. 133).

Les adversaires de Dankaro tentent la corruption morale pour pousser les propriétaires et les exploitants des terres à saboter la politique économique exécutée dans les zones rurales. Pour l'administration centrale, soutenue par le président de la République, il n'est pas question d'encourager les succès du chef du gouvernement. Au contraire, il fallait les décourager en indexant les failles de cette stratégie de développement. De ce fait, en indiquant aux paysans et à la SECA que leurs intérêts financiers sont menacés, les autorités veulent leur faire croire qu'ils ont plus à gagner s'ils rejettent la vision agricole de Dankaro. Ici, la visée manifeste de Cheikh Hamidou Kane consiste à révéler, afin de mieux les condamner, les différents conflits qui ont désuni l'élite africaine au lieu de la renforcer. Ces différends sont les freins originels du renouveau africain.

Toute la campagne de discrédits contre Tarman Dankaro n'a visé qu'à le déchoir de son poste de vice-président du Conseil.

---

<sup>10</sup> Chez les Sessène, il était hors de question d'enterrer un griot. La coutume exigeait à ce que le corps du défunt soit exposé dans un baobab.

<sup>11</sup> Société d'exploitation des carrières d'Attapulгите.

## 2.2. Le projet de destitution

Considéré comme l'ennemi public numéro un, en raison de son audience de plus en plus grandissante, le vice-président devient l'homme à abattre. Pour ses frères de parti, il n'est pas question de le laisser occuper l'espace politique. Il faut le déchoir sans calcul de tous ses pouvoirs. Ainsi, après avoir mené une campagne de diabolisation auprès de la population, en l'occurrence les Sessène, Momar Thiané, assisté par ses camarades, déclenche « l'étape parlementaire de son offensive » (Kane : 1995, p. 136), consistant à renverser Dankaro. Cette situation regrettable mène Jean Bruno Antsue et Fabrice Ollembe à écrire : « Les coups d'État, la trahison et le fratricide caractérisent la politique africaine sub-saharienne » (Antsue et Ollembe, 2023, p. 203). Pour des questions de positionnement au sein de l'exécutif, les politiciens sont prêts à renier leur fraternité, à briser des carrières, à tuer tous ceux qui peuvent gêner.

En vue de décourager l'ascension politique fulgurante de leur camarade, des parlementaires décident de lui nuire. De ce fait, ils partent de ce qu'ils considèrent comme un abus d'autorité du vice-président pour trouver la faille. Lui reprochant d'avoir mis en œuvre « sur une partie du territoire national, une politique essentielle à la vie du pays, qui n'avait pas été délibérée avec l'assemblée et dûment votée par elle » (Kane, 1995, p. 136), ils convoquent une réunion de l'Assemblée territoriale, défiant Dankaro qui, en sa qualité de secrétaire général adjoint, convoquait le Conseil national du parti. Déterminés à destituer le vice-président, malgré les menaces orales « au journal de vingt heures » (Kane, 1995, p. 137) et la violence physique (une série d'arrestations, un remue-ménage indescriptible), des conseillers territoriaux parviennent à se réunir. C'est ainsi que, loin de l'hémicycle, ils parviennent à avoir la majorité requise pour prendre le vice-président dans un « piège constitutionnel » (Kane, 1995, p. 163). Ce dernier a consisté à voter une motion de censure « devant permettre la suppression de la fonction de vice-président du Conseil » (Kane, 1995, p. 138).

Avec son projet social ambitieux, sa politique économique prometteuse, le vice-président dérange et ses amis de parti en font leur ennemi. Ils cherchent alors à l'éliminer politiquement. Profitant de son tempérament excessif et de son esprit fanatique, ils parviennent à trouver l'occasion idéale pour le déchoir et l'écarter de l'échiquier politique, malgré ses efforts pour développer le pays. Ce genre de manque de clairvoyance des politiciens révolte Gorgui Dieng. Ce critique littéraire s'indigne du fait que, en Afrique, ceux qui ont cherché à impulser un renouveau soient « purement et simplement évincés du pouvoir par les médiocres, les opportunistes et les machiavéliques » (Dieng, 2010, p. 148). Pour ces ennemis du progrès, il n'y a ni à calculer, ni à respecter les lois. Il faut à tout prix se débarrasser des Africains ambitieux. D'ailleurs, obsédés par l'idée de déchoir leur camarade, ce n'est pas à l'Assemblée territoriale que les conseillers destituent Dankaro mais dans le salon de la résidence d'un des leurs. Avec cette motion de censure, le pays passe d'un régime parlementaire bicéphale à un présidentielisme fort.

Au total, c'est pour des raisons machiavéliques que le chef du gouvernement est déchu de ses fonctions par les conseillers de l'Assemblée territoriale. Toutefois, ce coup d'État constitutionnel bouleverse la vie de la nation.

### **3. Sauver la loi fondamentale du pays : de la marche du peuple à la chute du président de la République**

Après le vote de la motion de censure, Tarman Dankaro est arrêté puis emprisonné. Pour protester contre ces manigances politiciennes, le peuple se rebelle. Sa révolte provoque un malaise profond. Vu qu'une « crise sociopolitique est dramatique dans tous les sens » (Ningbinnin, 2007, p. 148), celle qui fait suite au coup d'État constitutionnel a de lourds effets sur les plans social et politique. Pour sauver la loi fondamentale, l'armée finit par prendre le pouvoir.

#### **3.1. Le mouvement social**

Mécontent des décisions politiques (arrestation de Dankaro, incarcération des opposants au régime du Président de la République, etc.) et des iniquités sociales (distribution inéquitable des richesses du pays, pauvreté galopante, népotisme...), le peuple décide d'organiser une grande manifestation.

Ce rassemblement des citoyens à la place de l'Indépendance attire de plus en plus de personnes. Si aux premières heures de la manifestation s'activent les « petits<sup>12</sup> » (Kane, 1995, p. 140) et les « revenants<sup>13</sup> » (Kane, 1995, p. 141), les fonctionnaires, dès l'après-midi, se joignent à la foule. En effet, à la suite de son assemblée générale extraordinaire à la Bourse du travail, l'intersyndical des travailleurs décide de rejoindre des manifestants déjà en furie. L'arrivée de ce renfort va intensifier la détermination des protestataires.

Consciente des effets dévastateurs que peut causer son effectif, la foule devient de plus en plus exigeante. En réalité, face à des forces de l'ordre de plus en plus compatissantes, comme l'attestent cette déclaration du narrateur : « La police est avec nous » (Kane, 1995, p. 149) et cette pensée du commandant de la gendarmerie : « [...] Vous avez bien cherché ce qui vous arrive, vous, votre ministre et votre président » (Kane, 1995, p. 153), les manifestants jugent opportun de hausser le ton. Désormais, ils ne se contentent plus de demander la libération de l'ancien chef du gouvernement ou de réclamer de meilleures conditions de vie. Ils exigent maintenant la démission du président de la République.

Lasse de la situation délétère du pays, imposée par une « oligarchie plus soucieuse de ses privilèges nouveaux que des intérêts généraux » (Kane, 1995, p. 184), « la majorité bâillonnée » (Dieng, 2010, p. 167) veut le départ de Jérémie Laskol du pouvoir. A cet effet, le passage suivant reste illustratif de sa détermination :

---

<sup>12</sup> C'est le groupe des jeunes manifestants composé de cireurs, d'apprentis, de chômeurs.

<sup>13</sup> Ce terme renvoie dans le roman aux vétérans.



Des danseurs se mettent en branle et dansent « Indépendance cha-cha » aux cris de « Prési-dent-dé-mis-sion », « Libé-rez-Dan-ka-ro ! ». La danse est furieuse comme une attaque. [...] « Indé-pen-dance-cha-cha », « Prési-dent-dé-mis-sion », « Libé-rez-Dan-ka-ro ». La danse gagne la foule, les buildings sont sonores de cris ». (Kane, 1995, pp. 145-146)

La motivation des manifestants est sans faille. Déterminés, ils font de leur moment de doléance une grande fête. Ils dansent de colère pour mieux provoquer l'orgueil du président de la République et celui de ses collaborateurs. Dans cet ordre d'idée, la comparaison notée à la ligne 2 de ce passage cité (« danse furieuse » = « attaque ») est évocatrice. La danse devient dès lors un moyen de communication efficace pour révéler son inimitié face à un Président décevant. La scansion du syntagme nominal « Président démission » en « Prési-dent-dé-mis-sion » et de la phrase injonctive « Libérez Dankaro » en « Libé-rez-Dan-ka-ro » témoigne du dédain de la foule. En mêlant pas de danse, bruits et cris, elle manifeste son désir d'assister à la déchéance du président Jérémie Laskol.

### 3.2. Le coup de force militaire

En raison d'une foule devenue imperturbable et inépuisable, la situation socio-politique s'embrase. L'État perd de plus en plus le contrôle. D'ailleurs, les manifestants ont si avancé, grâce à leur nombre grandissant et leur engagement, qu'ils ne sont plus à la place de l'Indépendance mais devant les grilles du Palais. Engagée à pousser le Président à la démission, la foule se soude davantage pour faire entendre ses doléances. C'est alors qu'elle trouve l'énergie qu'il faut pour affronter le soleil accablant et le courage qui sied, afin de supporter les coups des forces de défense.

Les brimades, la pression et la chaleur ont plus suscité l'engagement des manifestants. Ils persistent à croire en leur nouvel objectif : obtenir la démission du président de la République. Décidés de le faire partir, quel que soit le lourd tribut à payer, ils maintiennent la pression et ignorent la répression des forces de défense. En fait, l'ordre reçu par les policiers et les gendarmes de « corriger cette racaille et tout nettoyer » (Kane, 1995, p. 230) trouve des marcheurs résilients et résistants. D'ailleurs, même les hélicoptères de l'armée de l'ancienne puissance coloniale, envoyés pour les disperser, ne réussissent pas à démotiver le groupe. Cette forte détermination du peuple mène l'armée à réagir pour éviter des bains de sang.

Le climat socio-politique de terreur qui règne dans le pays justifie la réaction autoritaire des militaires. Effectivement, souhaitant mettre un terme à la souffrance de la population, ils entrent en jeu. Dès lors, restée muette<sup>14</sup> depuis le début de la manifestation, l'armée nationale aide une foule furieuse à entrer dans le palais présidentiel. Le passage suivant expose son euphorie :

Malamine qui avait ouvert largement les grilles du palais, Malamine qui rassemblait ses hommes en hâte et leur faisait signe de suivre. Ce fut l'instant

---

<sup>14</sup> Au Sénégal, la périphrase employée pour désigner l'armée est d'ailleurs la grande muette.

du paroxysme. La terreur des manifestants, le long des avenues, n'avait pas eu d'égale cette journée durant. Le triomphe des manifestants, face au palais ouvert, n'avait pas de limites. [...] le Président n'était pas au rendez-vous du peuple ! (Kane, 1995, p. 257)

Sous les ordres du général Moriko, le sergent Malamine permet aux protestataires d'accéder au palais présidentiel. Par ce geste, les ceux-ci comprennent que le président de la République est déchu de ses fonctions. L'armée nationale renverse Jérémie Laskol et entend manifester au peuple son engagement à sauver la loi fondamentale du pays. Satisfaisant ainsi une demande populaire, les militaires cherchent à rassurer des contestataires furieux. C'est pour calmer cette fureur devenue inutile, en raison de la chute du président, que le meneur du coup d'État militaire s'adresse à ses concitoyens : « C'est moi. Moriko. Mes compatriotes [...]. Ici, aujourd'hui, que la violence soit le privilège de l'armée nationale. Je l'utiliserai dans la justice jusqu'à tant que la honte soit conjurée. Je viens de l'utiliser, dans l'honneur, pour maintenir la justice » (Kane, 1995, p. 258).

C'est un commando déterminé qui ouvre les grilles du palais. Lassée par l'atmosphère socio-politique chaotique, l'armée nationale décide de prendre ses responsabilités en soulageant la douleur du peuple. Pour cette raison, elle renverse le président de la République ; d'où la grande joie des marcheurs. Ces derniers, surpris de l'ouverture inespérée des portes, sont euphoriques puisqu'elle indique que les militaires ont fini par prendre le pouvoir. Toutefois, conscient que « dans toute révolte, la violence tient une place significative » (Dehon, 2002, p. 258), le général Moriko, qui a ordonné le coup d'État, cherche à contenir la joie nerveuse des manifestants. Il rend certes au peuple un droit absolu et non négociable (la liberté) mais veut prévenir tout éventuel cycle violent. Pour Cheikh Hamidou Kane, à la suite d'un coup d'État militaire, il faut éviter la spirale de violence, panser les profondes blessures, se réconcilier et bâtir une nation éprise de justice.

En somme, le coup d'État militaire paraît salvateur du moment où il permet de soulager la souffrance du peuple.

## Conclusion

En dernière analyse, afin de développer son pays, le vice-président du Conseil mise sur ses projets de restructuration socio-économique. Malheureusement, le succès que ces derniers connaissent ne plaît pas aux affairistes et politiciens. Ceux-ci se liguent et manipulent la constitution pour déchoir le chef du gouvernement de son poste. Par la suite, au lieu de mettre l'exécutif à l'aise, ce coup d'État constitutionnel déstabilise la magistrature de Jérémie Laskol au lieu de la consolider. Le peuple, se sentant trahi, manifeste sa colère. La marche qui s'en suit plonge le jeune pays dans un cycle de violence et aboutit à un autre coup d'État. Lasse de la crise socio-politique, l'armée renverse le Père de la nation pour soulager la population. Ici, il convient de constater que *Les Gardiens du temple* fait le procès des politiciens africains qui

torpillent les lois<sup>15</sup> de leur pays dans le seul but d'être aux commandes. Comme pour demander aux hommes politiques de plus se préoccuper des urgences sociales plutôt que de leurs calculs machiavéliques, Cheikh Hamidou Kane suggère la démocratie en modèle. Ce système politique, gage de justice équitable, peut garantir la stabilité. C'est justement ce qui pousse Chukwunonso Muotoo à écrire : « Dans une communauté ou société démocratique, il y a toujours la paix et les bonnes choses se mettent en place » (Muotoo, 2018, p. 106).

### Références bibliographiques

- Amon, H. (2012). Usurpation et coup d'État dans l'empire romain : nouvelles approches. *Cahiers d'histoire*, 31 (2), 33–65. <https://doi.org/10.7202/1019283ar>
- Antsue et Ollembe (2023). La répugnance et l'obsession des actions et de l'intrigue tragique dans la création littéraire d'Emmanuel Dongola. *Akofena*, 1 (007), 201-214. <https://doi.org/10.48734/akofena.n007/v1.19.2023>
- Coulibaly, S. (2013). *Coups : Légitimation et démocratie en Afrique*. L'Harmattan.
- Courade, G. (2006). Introduction à *L'Afrique des idées reçues*. Belin, 13-46.
- Chevrier, J. (1996). Compte rendu de *Les Gardiens du temple*. *Études littéraires africaines*, 1, 42-43. <https://doi.org/10.7202/1042691ar>
- Dehon, Cl. (2002). *Le Réalisme africain : Le roman francophone en Afrique subsaharienne*. L'Harmattan.
- Dieng, G. (2010). *Pouvoir politique et roman : Chinua Achebe, Ngugi wa Thiongo'O et George Orwell*. L'Harmattan.
- Dramé, P. et Niang, B. (2019). "Si vous faites l'âne, je recours au bâton !" Mamadou Dia et le projet de décolonisation du Sénégal : lignes de force, limites et perceptions (1952 -2012). *Outre-Mers, Revue d'histoire*, 107 (402-403), 127-150. <http://doi : 10.3917/om.191.0127>
- Kane, Ch. H. (1961). *L'Aventure ambiguë*. Julliard.  
----- (1995). *Les Gardiens du temple*. Stock.
- Foucault, M. (2004). *Sécurité, territoire, population*. Cours au Collège de France, 1977-1978. Gallimard/Seuil.
- Jacquemot, P. (2023). « En Afrique, des coups d'État, signes de l'épuisement prématuré de la démocratie importée ». *Policy Paper*, (15/23), 2-17. [https://www.policycenter.ma/sites/default/files/2023-10/PP\\_15-23\\_Pierre%20Jacquemot%20V2](https://www.policycenter.ma/sites/default/files/2023-10/PP_15-23_Pierre%20Jacquemot%20V2)
- Kouassi, Fl. A. (2015). Historicisation et fictionnalisation du coup d'état ivoirien de 1999 dans le roman éponyme de Régina Yaou intitulé *Coup d'état*. *InterFrancophonies*, Mélanges, 6. [http://www.interfrancophonies.org/images/pdf/melanges/KOUASSI\\_2015.pdf](http://www.interfrancophonies.org/images/pdf/melanges/KOUASSI_2015.pdf)

<sup>15</sup> Ce coup d'État constitutionnel évoqué dans *Les Gardiens du temple* reflète plus qu'une réalité relative à l'histoire politique du Sénégal (la crise parlementaire de 1962). Il rappelle que le Sénégal n'est pas forcément une exception. D'ailleurs, le coup d'État constitutionnel survenu dans ce pays le 03 février 2024 est illustratif de ce fait.

- Kounouho, T. (2023). La diplomatie de la déviance. Réflexions sur l'action internationale des régimes issus des coups d'État au Burkina Faso, en Guinée et au Mali. *Agora Afrique*, 1, 13-50. <http://www.editions-hamattan.fr>
- Monjib, M. (2005). Mamadou Dia et les relations franco-sénégalaises (1957-1962). *Horizons Maghrébins*, 53, 40-53. <https://doi.org/10.3406/horma.2005.2299>
- Muotoo, Ch. (2018). La dictature dans les œuvres d'Ahmadou Kourouma : Une lecture postcoloniale. *UJAH*, 19 (1), 90-108. <http://dx.doi./org/10.4314/ujah.v19i1.5>
- Ndiaye, B., (2022). Les démocraties ouest-africaines à l'épreuve des coups d'Etats militaires et constitutionnels. *Bulletin Francopaix*, 7 (1-2), 19-21. <http://www.dandurand.uqam.ca>
- Ningbinnin, B. (2007). *Littératures africaines et conquête du pouvoir*. L'Harmattan.